CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

No :

**ORDRE DES COMPTABLES
PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC**,
ordre professionnel constitué en vertu de la *Loi sur
les comptables professionnels agréés*, (RLRQ,
C-48.1), tenant bureaux aux 5, Place Ville-Marie,
bureau 800, Montréal, district de Montréal,
Québec, H3B 2G2

Demandeur

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC, en
sa qualité de représentante de Sa Majesté du chef
du Québec, ayant un bureau au 1, rue Notre-Dame
Est, dans la ville et district de Montréal, Québec,
H2Y 1B6

Défenderesse

et

**L'AUTORITÉ DES MARCHÉS
FINANCIERS**, personne morale de droit public
instituée conformément aux dispositions de la Loi
sur l'Autorité des marchés financiers, (RLRQ c. A-
33.2), ayant une place d'affaires au 800, rue du
Square-Victoria, 22^e étage C.P. 246, Tour de la
Bourse, dans la ville et district de Montréal,
Québec, H4Z 1G3

Mise en cause

**DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE
EN INCONSTITUTIONNALITÉ ET DEMANDE DE SURSIS**

(Articles 142, 529 et 530 *C.p.c.*)

**AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, LE DEMANDEUR, L'ORDRE DES COMPTABLES
PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC, ALLÈGUE RESPECTUEUSEMENT CE
QUI SUIT :**

TABLE DES MATIÈRES

A)	MISE EN CONTEXTE.....	1
B)	LES PARTIES	6
C)	LA RELATION CPA/CLIENT ET LE SECRET PROFESSIONNEL.....	7
D)	LES MOTIFS JUSTIFIANT L'INTERVENTION DE LA COUR SUPÉRIEURE	10
	Les violations constitutionnelles du mécanisme de dénonciation et le pouvoir d'intervention de cette honorable Cour	10
	Le secret professionnel : un droit fondamental.....	10
	L'inconstitutionnalité de l'article 17.0.1	12
	La violation du droit fondamental à la vie privée	14
	La doctrine constitutionnelle de l'imprécision	18
	L'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 a pour effet de transformer le CPA en « enquêteur » pour l'AMF	21
	L'absence de justification sous l'article 9.1 de la Charte québécoise.....	22
E)	LE SURSIS	27
	Apparence de droit ou la question sérieuse.....	28
	Préjudice irréparable	28
	Balance des inconvénients et intérêt public	32

A) **MISE EN CONTEXTE**

1. Le comptable professionnel agréé est un professionnel régi par plusieurs lois et règlements d'ordre public;
2. Ces textes de lois et règlements ont pour objectif d'encadrer la profession de comptable professionnel agréé (« CPA ») afin d'assurer l'intégrité de la pratique et la qualité des services rendus au public par les membres de cette profession, et ce, dans un objectif ultime de protection du public;
3. L'article 1 de la *Loi sur les comptables professionnels agréés* (RLRQ, c. C-48.1) (« **Loi sur les CPA** ») énonce ce qui suit:

« 1. L'ensemble des personnes habilitées à exercer la profession de comptable professionnel agréé au Québec constitue un ordre professionnel désigné sous le nom de « Ordre professionnel des comptables professionnels agréés du Québec » ou « Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. »

4. Le *Code des professions* (RLRQ, c. C-26), à son article 23, énonce la mission de l'Ordre Demandeur:

« 23. Chaque ordre a pour principale fonction d'assurer la protection du public.

À cette fin, il doit notamment contrôler l'exercice de la profession par ses membres. »

5. Le *Code des professions* contient aussi des dispositions qui ont pour but d'assurer le respect du secret professionnel;
6. L'article 87 du *Code des professions* impose à l'Ordre le devoir d'adopter un code de *déontologie* comportant notamment des dispositions relatives à la préservation du secret professionnel :

« 87. Le Conseil d'administration doit adopter, par règlement, un code de déontologie imposant au professionnel des devoirs d'ordre général et particulier envers le public, ses clients et sa profession, notamment celui de s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité. Ce code doit contenir, entre autres :

[...]

3 des dispositions visant à préserver le secret quant aux renseignements de nature confidentielle qui viennent à la connaissance des membres de l'ordre dans l'exercice de leur profession ainsi que des dispositions énonçant les conditions et les modalités suivant lesquelles un professionnel peut, en application

du troisième alinéa de l'article 60.4, communiquer les renseignements qui y sont visés; [...] »

7. Ainsi, l'article 60.4 du *Code des professions* prévoit :

« Le professionnel doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle qui vient à sa connaissance dans l'exercice de sa profession.

Il ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne ou l'autorise par une disposition expresse.

Le professionnel peut en outre communiquer un renseignement protégé par le secret professionnel, en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, lorsqu'il a un motif raisonnable de croire qu'un risque sérieux de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable et que la nature de la menace inspire un sentiment d'urgence. Toutefois, le professionnel ne peut alors communiquer ce renseignement qu'à la ou aux personnes exposées à ce danger, à leur représentant ou aux personnes susceptibles de leur porter secours. Le professionnel ne peut communiquer que les renseignements nécessaires aux fins poursuivies par la communication. »

8. Le *Code de déontologie des comptables professionnels agréés du Québec* (RLRQ, c. C-48, r. 6) traite du secret professionnel et prévoit à son article 48 :

« 48. Le membre est tenu au secret professionnel et il ne peut divulguer les renseignements confidentiels qui lui ont été révélés en raison de sa profession, à moins qu'il n'y soit autorisé par celui qui lui a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi. (...) »

9. La *Charte des droits et libertés de la personne* (RLRQ, c. C-12) (« **Charte québécoise** »), place le secret professionnel parmi les droits fondamentaux de la personne par son article 9 qui prévoit :

« Chacun a droit au respect du secret professionnel. Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi. Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (Nous soulignons)

10. Le Projet de loi 141 intitulé « *Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières* » (« **Projet de loi 141** ») est une loi omnibus qui amende notamment la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (« **LAMF** ») afin, notamment, de mettre en place certains mécanismes de dénonciation;
11. En date du 13 juin 2018, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le Projet de loi 141, dont l'article 571 vient modifier la LAMF de la façon suivante :

« 571. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17, de ce qui suit :

« SECTION II

« PROTECTION DES DÉNONCIATEURS

« 17.0.1. Toute personne qui souhaite faire une dénonciation communique à l'Autorité tout renseignement qui, selon cette personne, peut démontrer qu'un manquement à une loi visée à l'article 7 a été commis ou est sur le point de l'être ou qu'il lui a été demandé de commettre un tel manquement.

La personne qui effectue la dénonciation d'un tel manquement peut le faire malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), la Loi sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), toute autre restriction de communication prévue par d'autres lois du Québec, toute disposition d'un contrat ou toute obligation de loyauté ou de confidentialité pouvant la lier, notamment à l'égard de son employeur ou de son client.

Toutefois, la levée du secret professionnel autorisée par le présent article ne s'applique pas au secret professionnel liant l'avocat ou le notaire à son client.

17.0.2. L'Autorité doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que l'anonymat de la personne qui a effectué une dénonciation soit préservé. Elle peut toutefois communiquer l'identité de cette personne au directeur des poursuites criminelles et pénales ou à une autre autorité compétente.

17.0.3. Lorsqu'une personne effectue auprès de l'Autorité une dénonciation qui aurait dû l'être auprès du commissaire à la lutte contre la corruption ou d'une autre autorité compétente, l'Autorité doit informer cette personne de ce fait, à moins qu'il ne soit pas possible pour l'Autorité de communiquer avec cette personne.

17.0.4. Il est interdit d'exercer des mesures de représailles contre la personne qui, de bonne foi, fait une dénonciation à l'Autorité ou contre celle qui collabore à une enquête faite en vertu de la présente loi, ou encore de menacer une personne de mesures de représailles pour qu'elle s'abstienne de faire une dénonciation ou de collaborer à telle enquête.

*17.0.5. Pour l'application de la présente section, sont présumées être des mesures de représailles contre une personne, sa rétrogradation, sa suspension, son congédiement ou son déplacement ainsi que toute sanction disciplinaire ou autre mesure portant atteinte à son emploi ou à ses conditions de travail. »
(Nous soulignons)*

12. L'article 7 de la LAMF se lit ainsi :

« 7. L'Autorité est chargée d'exercer les fonctions et pouvoirs qui lui sont attribués par les lois énumérées à l'annexe 1 ou par d'autres lois et d'administrer toutes les lois ou dispositions d'une loi dont la loi ou le gouvernement lui confie l'administration.

L'Autorité agit également à titre de centre de renseignements et de référence dans tous les domaines du secteur financier.

Elle exerce de plus les fonctions et pouvoirs que lui attribue la présente loi.

ANNEXE 1

Loi sur l'assurance-dépôts (chapitre A-26)

Loi sur les assurances (chapitre A-32)

Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3)

Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)

Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01)

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.01)

Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1)

Loi sur le mouvement Desjardins (2000, chapitre 77)

Titre VII de la Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25)

Articles 14, 28 À 44, 107 À 109, 114, 115, paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 117, en ce qui concerne les renseignements fournis à l'Autorité des marchés financiers, paragraphe 8° du premier alinéa de cet article et articles 122, 139 et 143 de la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (chapitre R-17.0.1).

13. Ces lois visent l'encadrement du secteur financier, en vue d'assurer la protection du public investisseur auprès notamment de fonds de placement, de fiducies et de sociétés cotées en bourse;
14. Parmi ces mesures d'encadrement se trouve notamment l'obligation pour les entités qu'elles régissent de produire des états financiers faisant l'objet d'un audit externe réalisé par un CPA;
15. Bien que l'article 9 de la Charte québécoise ne soit pas mentionné expressément à l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141, il a été compris que cette disposition permet à toute personne, y compris un professionnel régi par le *Code des professions* (à l'exception de l'avocat et du notaire), qui souhaite faire une dénonciation de communiquer à l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») tout renseignement qui, selon cette personne, pourrait démontrer qu'un manquement à une loi visée à l'article 7 de la LAMF été commis ou est sur le point de l'être ou qu'il a été demandé de commettre un tel manquement, et ce, malgré le secret professionnel applicable et qu'aucun client du professionnel concerné n'ait renoncé au secret professionnel;
16. Ainsi, selon cette compréhension de l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 un CPA pourrait se porter « dénonciateur » auprès de l'AMF, malgré le secret professionnel CPA/client, et ce, sans le consentement de son client et peu importe la gravité objective du « manquement » et ses conséquences véritables sur le public investisseur;
17. L'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec se porte Demandeur devant cette honorable Cour afin de faire déclarer sans effet, inopérant et inconstitutionnel cet article 17.0.1 à l'égard des membres de l'Ordre. Un sursis d'application est d'ailleurs demandé à l'égard des membres de l'Ordre Demandeur;
18. L'Ordre Demandeur ne fait pas objection à ce qu'une dénonciation puisse être faite en accroc à l'obligation au secret professionnel du CPA, mais cela dans les cas où la gravité objective et les conséquences préjudiciables le justifient véritablement aux fins de la protection du public et selon un encadrement favorisant d'abord une dénonciation à l'interne. Malheureusement, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 ne rencontre pas ces critères;
19. Voici pourquoi, en résumé :
 - a) Le lien de confiance entre un client et son CPA est essentiel à la protection du public;

- b) Le secret professionnel CPA/client est un droit quasi-constitutionnel garanti par l'article 9 de la Charte québécoise. Le secret professionnel est donc un élément fondamental au maintien du lien de confiance CPA/client auquel seul le client peut renoncer ou sauf disposition expresse de la loi;
- c) L'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 est inconstitutionnel, nul, inopérant et sans effet à l'égard des membres de l'Ordre Demandeur;
- d) L'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 ne comporte aucune balise raisonnable pour l'exercice par un CPA de ce « droit » qui lui est donné de dénoncer son client: l'article 17.0.1 prétend lever le secret professionnel CPA/client selon le seul « souhait » du CPA, à l'égard de « tout renseignement » qui « selon cette personne » (le CPA) peut démontrer un « manquement » à une des lois visées à l'article 7 de la LAMF. Cette rédaction laisse place à la seule discrétion du CPA, voire à l'arbitraire d'application au cas par cas selon la seule interprétation d'un CPA;
- e) L'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 porte aussi atteinte au droit à la vie privée protégé par l'article 5 de la Charte québécoise. Un des principes fondamentaux à la protection du public réside dans l'exhaustivité des renseignements communiqués par le client à son CPA. Ces renseignements de diverses natures, y compris commerciales et financières, font partie de la « vie privée » de l'entreprise. L'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 permet au CPA d'y porter atteinte, sans balise aucune, ce qui n'est aucunement conforme à l'article 9 de la Charte québécoise;
- f) Au surplus, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 est affecté du vice d'imprécision et doit être annulé;
- g) Enfin, dans le contexte global des pouvoirs d'enquête de l'AMF et des dispositions législatives et réglementaires déjà existantes relatives aux renseignements que les CPA doivent acheminer à l'AMF l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 transforme illégalement et sans droit le CPA en enquêteur de l'AMF, faisant ainsi du CPA un agent d'enquête de l'État, ce qui est contraire au droit garanti du secret professionnel CPA/client et constitue une atteinte à la vie privée;
- h) Une telle atteinte arbitraire et sans balise aucune n'est pas conforme au caractère de droits fondamentaux du secret professionnel et de la protection de la vie privée et ne peut se justifier dans le cadre de notre société libre et démocratique en vertu de l'article 9.1 de la Charte québécoise;

B) LES PARTIES

- 20. L'Ordre est constitué aux termes de la Loi sur les CPA. L'Ordre et ses membres sont régis par cette loi, par le *Code des professions* et les règlements adoptés en vertu de ceux-ci. Ces dispositions sont d'ordre public.

21. La principale fonction de l'Ordre est de protéger le public, conformément à l'article 23 du *Code des professions*;
22. L'Ordre est chargé de veiller à l'application des dispositions de la Loi sur les CPA, du *Code des professions* et des règlements adoptés en vertu de ceux-ci;
23. L'Ordre, tel qu'il existe actuellement, a été créé en mai 2012 à la suite de l'unification de la profession comptable au Québec. Ses membres exercent dans tous les champs d'activités de la profession : comptabilité, certification, *management*, finance et fiscalité, au service des particuliers, des entreprises et des organisations. L'Ordre regroupe plus de 39 000 membres et 5 600 futurs CPA. Il est l'un des ordres les plus importants du système professionnel québécois;
24. Le secret professionnel CPA/client est au cœur de l'exercice de la profession comptable et de la protection du public, qui relève de la mission principale de l'Ordre. L'Ordre doit d'ailleurs à ce chapitre contrôler l'exercice de la profession par ses membres. L'Ordre est donc gardien du respect de l'obligation au secret professionnel par ses membres;
25. L'Ordre Demandeur a l'intérêt juridique en l'espèce;
26. La Défenderesse, Procureure générale du Québec, agit en sa qualité et aux droits de Sa Majesté du chef du Québec;
27. La Mise en cause l'AMF, est une personne morale de droit public, mandataire de l'État, qui est instituée en vertu de la LAMF, et a pour mission d'appliquer les lois relatives à l'encadrement du secteur financier, notamment dans les domaines des assurances, des valeurs mobilières, des institutions de dépôt, sauf les banques, et de la distribution de produits et services financiers;
28. L'AMF est mise en cause puisque c'est à cet organisme que les dénonciateurs peuvent s'adresser en vertu de l'article 17.0.1 suite à l'adoption du Projet de loi 141;

C) LA RELATION CPA/CLIENT ET LE SECRET PROFESSIONNEL

29. Au Québec, les communications entre un CPA et son client sont protégées par le secret professionnel;
30. Il s'agit là d'un droit garanti par l'article 9 de la Charte québécoise;
31. La Cour suprême du Canada a reconnu qu'au Québec, la protection du secret professionnel de tous les professionnels revêt un statut quasi constitutionnel. Cela signifie notamment que si le législateur veut y porter atteinte, il ne peut le faire qu'en respectant les principes de l'objectif sérieux et légitime, en adoptant des moyens susceptibles de permettre d'atteindre cet objectif et qui y soit proportionnels, tout en assurant une atteinte minimale à ce droit fondamental;
32. Ainsi, à l'instar d'autres professionnels soumis au *Code des professions*, le CPA ne peut révéler les confidences qui lui sont faites par son client à moins que ce dernier ne le

- relève clairement de son obligation ou qu'une loi ne l'y autorise par une des dispositions expresse;
33. Un tribunal doit même d'office assurer le respect de ce secret;
 34. Cette obligation au secret professionnel est en quelque sorte la pierre angulaire de la relation de confiance qui doit exister, et qui existe, entre le CPA et son client. C'est ce à quoi porte atteinte - incorrectement - l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141;
 35. Cette obligation au secret professionnel permet des échanges empreints de transparence, d'intégrité et d'exhaustivité pour assurer la qualité des actes posés par le CPA, notamment dans l'exécution des mandats qu'il reçoit de ses clients, notamment en matière d'audit, de redressement d'entreprise, de juricomptabilité ou de vérification diligente;
 36. Cette obligation au secret professionnel encourage aussi le client à consulter son CPA et à lui demander son assistance pour régler divers types de questions pouvant se présenter dans le cours de ses affaires, dont celles relatives à la conformité;
 37. À titre d'exemple, bien souvent, des situations de non-conformité auront été créées par inadvertance ou simplement par ignorance de la loi;
 38. Dans la mesure où le client du CPA aura l'assurance que son professionnel pourra l'aider en toute confidentialité, il aura recours à ses services au lieu de tenter de mettre en œuvre, par lui-même, des mesures correctives parfois boiteuses, voire inappropriées ou encore totalement inefficaces;
 39. C'est la protection du public qui y gagne puisque le client du CPA se conformera à ses obligations découlant de la loi;
 40. En définitive, le CPA est un professionnel qui optimise la performance, la rentabilité et la saine gouvernance des entreprises, des organisations et des individus. Il contribue également à la fiabilité de l'information financière des entreprises, essentielle pour gagner et maintenir la confiance des diverses parties prenantes au système économique québécois et canadien;
 41. Le CPA est donc un acteur clé du bon fonctionnement des marchés financiers et de la protection des intérêts du public investisseur;
 42. Ainsi, l'obligation au secret professionnel assure le maintien d'un lien de confiance direct entre le client et son CPA, tout en assurant la transparence, l'intégrité et l'exhaustivité les plus complètes des échanges entre le CPA et son client;
 43. Illustrons le tout par quelques exemples;
 44. En tant qu'auditeur externe, le CPA a la responsabilité de certifier la conformité des états financiers de son client au référentiel comptable approprié. Sa mission se conclut avec l'émission du *Rapport de l'auditeur indépendant* adressé aux actionnaires de l'entreprise.

Elle est définie par les normes d'audit, qui répondent à des standards internationaux et qui respectent le fragile équilibre entre son rôle de reddition de compte, tant auprès de la haute direction que du conseil d'administration, du comité d'audit et des actionnaires de l'entreprise, et le maintien d'une relation de confiance avec chacune de ces instances afin d'assurer la transparence, l'intégrité et l'exhaustivité ainsi que et la fluidité de l'information;

45. La qualité de l'audit dépend en grande partie de la relation de confiance du client avec l'auditeur externe, assurant ainsi à ce dernier le libre accès à toute l'information dont il a besoin pour réaliser sa mission. Dans ce contexte, on mesure toute l'importance du maintien de la confidentialité de l'information reçue du client;
46. Les normes d'audit prévoient ce que doit contenir le rapport de l'auditeur quant à la fiabilité des états financiers et ce qui demeure au niveau des échanges internes, de sorte que l'auditeur peut conseiller son client et l'amener à corriger les situations qui exigent un redressement. Par exemple, les règles d'audit prévoient des communications spécifiques destinées à la direction et aux responsables de la gouvernance, pour signaler des anomalies significatives ainsi que des déficiences importantes au niveau du contrôle interne et proposer des recommandations pour les corriger;
47. Si dans le cadre de sa mission, l'auditeur identifie ou suspecte un manquement à une loi ou à un règlement qui a une incidence significative sur les états financiers ou qui est susceptible d'affecter la capacité de l'entreprise de poursuivre ses activités, les normes d'audit prévoient les démarches qu'il doit entreprendre auprès des responsables de la gouvernance. Si l'entreprise n'apporte pas les correctifs jugés satisfaisants, il pourra exprimer une réserve ou une opinion défavorable dans son rapport d'audit. En cas de désaccord important avec les responsables de la gouvernance, il peut aussi démissionner. Dans le cadre des mécanismes législatifs existants, l'AMF et les actionnaires en sont informés sans qu'il soit nécessaire, pour l'auditeur, de rompre le secret professionnel. L'auditeur a donc déjà à sa disposition des moyens dont l'efficacité n'est plus à démontrer pour alerter, le cas échéant, les actionnaires et les régulateurs;
48. Il est d'ailleurs très fréquent qu'afin d'assurer l'exécution complète de sa mission d'audit, le CPA-auditeur doit obtenir de son client copie des avis juridiques émis par les conseillers juridiques de son client, notamment afin de valider la nécessité d'inclure (ou non) une provision et/ou de faire une note aux états financiers, voire de quantifier l'impact possible d'un recours intenté par une tierce partie contre son client;
49. Autre exemple, en matière de juricomptabilité, lorsqu'une crise éclate dans une entreprise, celle-ci désire obtenir les conseils pertinents de la part de juricomptables pour trouver une solution à cette crise et, éventuellement, compensation par les responsables;
50. L'accès à l'intégralité des données de l'entreprise et l'échange transparent et confidentiel de renseignements sur la situation sont fondamentaux à tous égards;
51. D'autant plus que la réputation même de l'entreprise et la confiance de ses clients et fournisseurs sont au cœur de son succès;

52. Dans la mesure où les clients des CPA ont l'assurance qu'à titre professionnel, les CPA peuvent les aider, en toute confidentialité, ils n'hésitent pas à confier au CPA concerné l'intégralité des renseignements pertinents. Avec l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141, il est vraisemblable que les clients omettront, même de bonne foi, de communiquer au CPA des informations pertinentes, préférant tenter de mettre en œuvre par eux-mêmes des mesures correctives, parfois boiteuses, voire inappropriées ou encore totalement inefficaces;
53. C'est la protection du public qui y perd puisque le client concerné pourrait vraisemblablement ne pas se conformer à ses obligations découlant de la loi;
54. Les déclarations assermentées au soutien de la présente Demande viendront étayer dans divers domaines de pratique des CPA les exemples démontrant l'invalidité de l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141, notamment en ce qu'il est vraisemblable qu'il aura comme effet pervers, s'il demeure applicable tel que rédigé, de porter atteinte au lien de confiance entre un client et son CPA et de nuire à la protection du public en portant atteinte à la confidentialité et à l'exhaustivité de la communication des renseignements entre un client et son CPA nécessaire à la protection du public;

D) LES MOTIFS JUSTIFIANT L'INTERVENTION DE LA COUR SUPÉRIEURE

Les violations constitutionnelles du mécanisme de dénonciation et le pouvoir d'intervention de cette honorable Cour

55. Le Demandeur a le droit de s'adresser à cette honorable Cour pour lui demander d'intervenir afin qu'elle déclare nul et inopérant l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 à l'égard des membres de l'Ordre Demandeur;
56. En effet, il est du devoir des tribunaux de faire respecter les principes du constitutionnalisme et de la primauté du droit;
57. Ainsi, comme l'a affirmé la Cour suprême dans le *Renvoi relatif à la sécession du Québec* :

« la primauté du droit exige que les actes de gouvernement soient conformes au droit, dont la Constitution »¹

58. En l'espèce, le Demandeur soumet qu'il existe plusieurs motifs distincts et autonomes justifiant l'intervention de cette honorable Cour;

Le secret professionnel : un droit fondamental

59. Le secret professionnel est l'un des droits bénéficiant du statut quasi-constitutionnel aux termes de l'article 9 de la Charte québécoise;

¹ *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, [1998] 2 R.C.S. 217, par. 72.

60. À ce titre, comme le soulignait la Cour suprême dans l'arrêt *Chambres des notaires du Québec* :

« 28 [...] En raison de son statut important, la Cour a souvent indiqué qu'on ne doit y porter atteinte que dans la mesure où cela est absolument nécessaire, étant donné que le secret professionnel doit demeurer aussi absolu que possible (Lavallee, par. 36-37; McClure, par. 35; R. c. Brown, 2002 CSC 32, [2002] 2 R.C.S. 185, par. 27; Goodis c. Ontario (Ministère des Services correctionnels), 2006 CSC 31, [2006] 2 R.C.S. 32, par. 15).² (Nous soulignons)

61. Bien que ces propos aient été tenus dans un contexte où il était question du secret appliqué aux notaires, ces principes s'appliquent *mutatis mutandis* aux autres professionnels visés par l'article 9 de la Charte québécoise;
62. En effet, le secret professionnel du CPA étant essentiel à l'exercice de la profession, le maintien de ce secret est au cœur du maintien du lien de confiance entre le CPA et ses clients. C'est donc à la fois un droit fondamental bénéficiant au client, mais aussi qui impose des obligations au CPA et qui, dans ses conséquences, a un impact considérable sur l'intégrité et la stabilité des marchés financiers;
63. D'ailleurs, dans l'affaire *St-Georges*, l'honorable Charles D. Gonthier, alors qu'il siégeait encore à la Cour supérieure, donnait une pleine et entière vigueur à ce principe en affirmant que :

« 24 Les comptables agréés étant une profession régie par le Code des professions sont certes visés par l'art. 9 de la Charte et sont tenus au secret professionnel. Même s'il est vrai que, comme en a décidé la Cour d'appel dans l'affaire Trempe c. Dow Chemical Canada Ltd ([1980] C.A. 571), seuls les renseignements confidentiels révélés en raison de la profession font l'objet du secret professionnel et qu'en conséquence on ne peut certes pas prendre pour acquis que tous les documents et renseignements entre les mains des comptables relèvent du secret professionnel, il n'en reste pas moins que la protection de ce secret exige d'adopter une procédure qui permette de déterminer si oui ou non l'objet de la perquisition ou de la saisie tombe sous le coup du secret professionnel avant d'être divulgué, sinon la décision reconnaissant le secret professionnel sera inefficace pour le protéger. (...) ».³ (Nous soulignons)

64. Ajoutons que, relativement au principe général consacré par l'article 9 de la Charte québécoise, la Cour d'appel a clairement reconnu que « le fait que le législateur

² *Canada (Procureur général) c. Chambre des notaires du Québec*, [2016] 1 RCS 336, par. 28.

³ *St-Georges c. Québec (Procureur général)*, J.E. 88-336, p. 12-13 (par. 24 version Quicklaw).

québécois ait érigé de façon spécifique le secret professionnel au rang d'un droit fondamental indique l'importance que la société québécoise lui accorde »⁴.

65. En outre, les CPA sont essentiels à la fiabilité des renseignements économiques et représentent un maillon fondamental dans la bonne conduite des marchés financiers et la protection du public investisseur;
66. De plus, le travail effectué par les CPA constitue une garantie morale et professionnelle pour gagner et maintenir le lien de confiance entre les entreprises, les organisations, le gouvernement et la société civile dans son ensemble aux fins d'une saine gouvernance des marchés financiers;
67. Dès lors, il est compréhensible que l'obligation de confidentialité qui incombe aux CPA, et ce, conformément aux articles 60.4 et 87 du Code des professions⁵ et 48 du Code de déontologie des comptables professionnels agréés⁶, fasse l'objet d'une protection quasi-constitutionnelle;
68. Cette protection quasi-constitutionnelle impose au professionnel, d'une part, un devoir général de discrétion et, d'autre part, confère une immunité judiciaire, « c'est-à-dire le droit et l'obligation du professionnel de ne pas divulguer devant un tribunal les renseignements confidentiels qui lui ont été révélés »⁷;
69. Or, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 heurte de plein fouet le devoir de confidentialité du CPA puisqu'il permet à toute personne qui le souhaite, de communiquer à l'AMF tout renseignement qui, selon cette personne, peut démontrer qu'un manquement à une loi visée à l'article 7 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers a été commis ou est sur le point de l'être;

L'inconstitutionnalité de l'article 17.0.1

70. L'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141, qui se veut avoir pour effet d'autoriser la levée de l'obligation du secret professionnel du CPA envers son client, est illégal et inconstitutionnel en violation de l'article 9 de la Charte québécoise, et ce, en raison de l'absence complète de balises et de critères, cette disposition ouvrant la porte à l'arbitraire le plus absolu;
71. À ce sujet, la Cour suprême du Canada énonce ce qui suit dans son arrêt *Chambre des notaires*, précité :

« 82. Cela s'inscrit dans le sens de l'accent mis par la Cour sur l'importance d'assurer que le secret professionnel demeure toujours aussi absolu que possible (...). Les restrictions au secret

⁴ *Biomérieux inc. c. GeneOhm Sciences Canada inc.*, 2007 QCCA 77, par. 35.

⁵ *Code des professions*, RLRQ, chapitre C-26.

⁶ *Code de déontologie des comptables professionnels agréés*, RLRQ, chapitre C-48.1, r. 6.

⁷ Royer, Jean-Claude., *La preuve civile*, 4^e édition, 2008, éditions Yvon Blais, Cowansville, p. 1051-0152.

professionnel doivent tenir compte de l'obligation de minimisation des atteintes reconnue par la Cour (...). La jurisprudence de la Cour circonscrit étroitement les situations dans lesquelles et les raisons pour lesquelles le secret professionnel peut être levé sans le consentement du client concerné. Dans chaque cas, le secret professionnel n'est levé que lorsque les tribunaux sont d'avis qu'il est absolument nécessaire de le faire, et ce, dans un but très spécifique. Même là, les exceptions doivent être circonscrites avec précision. »

72. En effet, d'une part, l'article 17.0.1 lève tout secret professionnel selon le « souhait » de toute personne, notion hautement subjective;
73. D'autre part, ce souhait porte sur « tout renseignement » sans égard à sa nature, à sa portée, à son étendue ou à ses conséquences;
74. De surcroît, et plus grave encore, l'article 17.0.1 utilise l'expression « *tout renseignement qui, selon cette personne, peut démontrer un manquement (...)* ». Par conséquent, le renseignement communiqué le sera non seulement selon le souhait de la personne, mais se fera également en fonction de ce qui peut être considéré comme un manquement « *selon cette personne* », c'est-à-dire selon sa seule appréciation subjective;
75. Enfin, cette disposition renvoie à « un manquement » à une loi visée à l'article 7 de la LAMF sans même préciser s'il s'agit d'un manquement grave ou mineur, et ce, encore une fois, sans aucun critère ni aucune balise;
76. Par cette façon de procéder, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 porte non seulement atteinte à ce droit et à cette obligation fondamentaux au secret professionnel en raison d'une rédaction profondément déficiente qui fait place à l'arbitraire, mais cela revient à annihiler complètement le secret professionnel CPA/client;
77. En l'espèce rien ne permet de justifier une telle absence de critères et de balises;
78. En bref, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141, tel que rédigé, ne répond pas aux exigences minimales pour porter atteinte à l'obligation au secret professionnel du CPA envers son client, notamment en ce que :
 - a) Le verbe « souhaite » laisse place à la discrétion et au bon vouloir les plus totaux et non balisés qui soient du CPA, inconciliable avec un enjeu aussi majeur qu'une dénonciation (qui restera confidentielle) à l'AMF;
 - b) L'utilisation du terme « manquement » est de même nature;
79. De telles imprécisions sont de nature à amener des effets même non désirés par le législateur;
80. Interpellé sur ces questions fondamentales en Commission parlementaire, le 17 janvier 2018, Monsieur le ministre Leitao s'exprime ainsi :

« Bon, on va voir si on peut amener certaines précisions. C'est clair que nous, on ne va pas. On n'est pas intéressés, on ne va pas avoir une situation où il y aurait toutes sortes de dénonciations frivoles. Ce n'est pas ça du tout, là. Donc, en effet, nous, ce qu'on a en tête, c'est que ce qui devrait être dénoncé, ce sont des infractions graves ou susceptibles d'entraîner un préjudice important. Ce n'est pas... Ce n'est pas dans notre intention d'ouvrir la porte à un peu tout et n'importe quoi. Donc, c'est ça. On va continuer d'analyser les questions à la lumière de votre mémoire pour voir s'il y a des ajustements qu'on doit faire. On travaillera sur ça. » (Nous soulignons)

le tout tel qu'il appert des extraits des débats parlementaires produits au soutien des présentes sous la cote **P-1**;

81. Pourtant, l'article 17.0.1 ne contient aucune de ces balises minimales;
82. Cela signifie en pratique :
 - a) Un CPA pourrait souhaiter dénoncer une situation anodine dont la gravité objective est faible;
 - b) Un autre CPA pourrait ne pas souhaiter dénoncer la même situation;
 - c) Un CPA pourrait considérer une situation comme un « manquement » et un autre CPA ne pas le considérer tel face à une situation similaire;
 - d) Bref, une discrétion totale du CPA, non balisée, face à une obligation aussi fondamentale que celle du secret professionnel;
83. Force est donc de constater que le secret professionnel CPA/client qui est protégé par l'article 9 de la Charte québécoise est violé;

La violation du droit fondamental à la vie privée

84. Le droit à la vie privée est consacré par l'article 5 de la Charte québécoise qui énonce que :

« 5. Toute personne a droit au respect de sa vie privée »
85. En l'espèce, la disposition contestée viole également ce principe quasi-constitutionnel protégé par la Charte québécoise;
86. Dans l'arrêt *Drouin*⁸, la Cour d'appel exposait en ces termes les faisceaux de droits couverts par l'article 5 de la Charte québécoise :

⁸ 9179-3588 *Québec inc. (Institut Drouin) c. Drouin*, 2013 QCCA 2146.

« 51 Le droit à la vie privée peut se définir comme le droit d'un individu de déterminer lui-même quand, comment et dans quelle mesure il diffusera des renseignements personnels le concernant. Il protège ainsi une sphère d'autonomie individuelle. Les lois sur la protection des renseignements personnels ont d'ailleurs au Canada un statut quasi constitutionnel (Conseil de la magistrature c. Commission d'accès à l'information, [2000] R.J.Q. 638, par. 48-50 (C.A.); Lavigne c. Canada (Commissariat aux langues officielles), 2002 CSC 53, par. 24-25, [2002] 2 R.C.S. 773; Alberta (Information and Privacy Commissioner), précité, par. 19).

52 Cela signifie en corollaire que ceux à qui de tels renseignements sont communiqués conformément à la loi les garderont confidentiels et qu'ils ne seront utilisés que pour les fins pour lesquelles ils ont été divulgués (Dagg c. Canada (Ministre des Finances), précité, par. 67). Ainsi, les dossiers médicaux, les renseignements sur les revenus, les données indiquant les préférences personnelles, etc. sont protégés.⁹ » (Nous soulignons)

87. En outre, il a également été officiellement reconnu que le droit à la vie privée s'applique aux personnes morales et à leurs renseignements de nature commerciale :

« Puisque le législateur n'a pas jugé bon de faire cette distinction aux articles 3 et 4 ainsi qu'aux articles 35 et 36 C.c.Q., le Tribunal est d'avis que ces articles s'appliquent également aux personnes morales.¹⁰ »

88. Par conséquent, puisqu'à l'instar des articles 3, 4, 35 et 36 du C.c.Q. en matière de vie privée, l'article 5 de la Charte québécoise utilise le terme « personne », ce dernier s'applique également aux personnes morales;

89. Cette interprétation fut d'ailleurs réitérée par l'honorable Marie St-Pierre, alors que celle-ci siégeait à la Cour supérieure :

« 27 Il ne fait pas de doute qu'une personne morale a droit à la protection de sa réputation et qu'elle jouit de ce droit qu'elle peut alléguer et faire respecter, au besoin, par procédures judiciaires. D'ailleurs, le fait qu'une personne morale jouisse du droit à la réputation et qu'elle puisse, le cas échéant, avoir droit à des dommages moraux a été clairement indiqué par notre Cour d'appel, notamment dans une affaire où elle a prononcé son arrêt le 3 février 1999 : Le Devoir inc. c. Centre de psychologie préventive et de développement humain G.M.S. inc.17. »

⁹ Id., par. 51-52.

¹⁰ *Jardins du Mont inc. c. Provigo Distribution inc.*, J.E. 94-1341 (C.S.), (version Quicklaw, par. 8).

28 Voilà pour ce qui est de l'argument sur le paragraphe 33 à l'égard du Code civil et des Chartes.¹¹ » (Nous soulignons)

90. Ce raisonnement s'applique *a fortiori* en matière de Charte québécoise puisque les droits prévus par celle-ci doivent être interprétés généreusement;

91. Dans l'affaire *Libman*, la Cour du Québec a pour sa part reconnu que :

« 26 Les états financiers d'une entreprise sont par nature des renseignements rattachés aux droits extrapatrimoniaux d'une personne morale, selon les articles 300, 301 et 302 du Code civil du Québec, et protégés quant à leur diffusion par l'article 5 de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne (L.R.Q. ch. C-12).¹² »

92. Ces propos furent cités avec approbation par la Cour supérieure, sous la plume de madame la juge St-Pierre, dans l'affaire *McCue*¹³;

93. À cet égard, il est pertinent de souligner l'importance que l'expectative de vie privée d'un contribuable s'est vue conférer dans le cadre du secret professionnel, et ce, peu importe le contexte civil ou administratif¹⁴;

94. En outre, la Cour suprême du Canada considère que la vie privée englobe tant les renseignements strictement personnels que ceux de nature administrative détenus par le professionnel. Ainsi, nonobstant le contexte, ce sont tous les renseignements qui font l'objet d'une expectative de vie privée :

[35] Partant, il est acquis, selon nous, que le client a une attente raisonnable au respect de sa vie privée relativement aux renseignements et aux documents visés par une demande péremptoire qui sont en la possession de son notaire ou de son avocat. Dans Lavallée, la Cour écrit d'ailleurs que « [l]e client a une attente raisonnable au respect du caractère privé de tous les documents en la possession de son avocat, lesquels constituent des renseignements dont l'avocat est tenu, sur le plan de l'éthique, de préserver la confidentialité » (par. 35).

[...]

[39] Ainsi, lorsque le secret professionnel est en cause, ce qui importe n'est pas le contexte dans lequel des documents ou informations privilégiés risquent d'être dévoilés à l'État, mais

¹¹ *Université de Montréal c. Côté*, J.E. 2006-485 (C.S.), par. 27-28; Voir aussi *McCue c. Younes*, J.E. 2002-2128, par. 30-32.

¹² *Société québécoise d'initiative agro-alimentaire c. Libman*, [1998] J.Q. no 2459 (C.Q.), par. 26.

¹³ *McCue c. Younes*, J.E. 2002-2128, par. 30-32.

¹⁴ *Canada (Procureur général) c. Chambre des notaires du Québec*, 2016 CSC 20, par. 30.

plutôt leur nature privilégiée. Dans le cadre d'une consultation entre un client et son conseiller juridique, il importe que le client ait confiance que l'information ou la documentation qu'il partage ne risque pas d'être divulguée dans le futur, et ce, que ce soit dans le contexte d'une enquête administrative, pénale ou criminelle : « L'obligation de confidentialité imposée à l'avocat s'explique ainsi par la nécessité de préserver une relation fondamentale de confiance entre l'avocat et son client. »¹⁵ (Nous soulignons)

95. Ces principes s'appliquent *mutatis mutandis* puisque la nécessité du lien de confiance qui unit le CPA au client est aussi important et vital que celui qui existe entre l'avocat et son client;
96. Il est très fréquent que des CPA et des avocats travaillent ensemble dans un dossier;
97. Il est inconcevable, dans une optique de protection du public, que deux professionnels qui collaborent de bonne foi, placés dans une même situation et détenant les mêmes informations confidentielles provenant du même client, aient des obligations différentes relatives au respect du secret professionnel envers leur client commun aux termes de l'article 17.0.1;
98. Enfin, mentionnons que l'expectative de vie privée a été étendue à l'ensemble des renseignements qui « *renferment les détails de notre situation financière, médicale et personnelle* »¹⁶. Par conséquent, ce ne sont pas seulement les éléments liés aux événements relatifs à nos choix de vie sur le plan émotif ou interpersonnel qui sont protégés, mais aussi les renseignements de nature financière;
99. En l'espèce, l'absence de critères et de balises conjuguée à une totale discrétion relativement à la faculté de divulguer des renseignements, tant à l'égard d'une personne physique que d'une personne morale, mènent à la conclusion que l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 viole la vie privée;
100. Rappelons qu'un des principes fondamentaux sous-jacents à la protection du public réside notamment dans l'exhaustivité des renseignements communiqués par le client à son CPA;
101. Ces renseignements, de diverses natures, y compris commerciales et financières, sont confidentiels;
102. Ces renseignements font donc partie de la « vie privée » (de l'entreprise concernée) protégée aux termes de l'article 5 de la Charte québécoise;
103. L'article 17.0.1 permet au CPA d'y porter atteinte, sans balise aucune, ce qui est contraire à l'article 5 de la Charte québécoise;
104. Cette situation est d'autant plus grave :

¹⁵ Id., par. 35 et 39.

¹⁶ *R. c. Cole*, [2012] 3 R.C.S. 34, par. 47.

- a) qu'elle porte atteinte à la nécessaire relation de confiance qui doit exister entre un client et son CPA, et ce, sans balise aucune (comme par exemple à l'article 60.4 du *Code des professions*);
 - b) ce qui a un effet pervers contraire à la protection du public;
105. Il aurait été simple d'ajouter les critères de « préjudice important » et d'« infraction grave » et une obligation de mettre en place, de maintenir et de recourir à des mécanismes préalables de dénonciation à l'interne (ce qui aurait été en conformité avec les Normes canadiennes d'audit) afin de baliser le moins possible une telle dénonciation qui est lourde de conséquences tant à l'égard du droit à la vie privée que sur l'obligation au secret professionnel;
106. Dans le présent cas, non seulement la mesure n'est pas soigneusement adaptée à ce qui est nécessaire, mais il n'y a aucun soin, aucun critère, aucune balise, aucun cadre et la mesure va bien au-delà de ce qui est nécessaire;
107. Pour cet autre motif, l'article 17.0.1 doit être déclaré nul, inconstitutionnel, inopérant et sans effet à l'égard des membres de l'Ordre Demandeur;

La doctrine constitutionnelle de l'imprécision

108. En vertu du principe de la primauté du droit, il est reconnu qu'une loi ne saurait être imprécise au point d'être arbitraire et inintelligible;
109. À ce propos, dans l'arrêt *Comité pour la République du Canada*, madame la juge L'Heureux-Dubé, dans des motifs concurrents qui furent ultérieurement repris à l'unanimité par la Cour suprême, exposa le principe en ces termes :

« La thèse de l'imprécision tire son origine de la théorie de la primauté du droit. Voir Gary T. Trotter, "LeBeau: Toward A Canadian Vagueness Doctrine" (1988), 62 C.R. (3d) 183, à la p. 188; J. C. Jeffries, Jr., "Legality, Vagueness and the Construction of Penal Statutes" (1985), 71 Va. L. Rev. 189. Deux préoccupations particulières semblent être sous-jacentes à la notion d'imprécision: le citoyen doit être avisé en bonne et due forme des règles de droit et ces règles ne devraient laisser aucune place à l'arbitraire dans les mesures gouvernementales.¹⁷ » (Nous soulignons)

110. Dans l'arrêt *Nova Scotia Pharmaceutical Society*¹⁸, une Cour suprême unanime réitéra le fondement de ce principe :

« La "théorie de l'imprécision" repose sur la primauté du droit, en particulier sur les principes voulant que les citoyens soient

¹⁷ *Comité pour la République du Canada c. Canada*, [1991] 1 R.C.S. 139, p. 210.

¹⁸ *R. c. Nova Scotia Pharmaceutical Society*, [1992] 2 R.C.S. 606.

raisonnablement prévenus et que le pouvoir discrétionnaire en matière d'application de la loi soit limité (Renvoi sur la prostitution et l'arrêt Comité pour la République du Canada).¹⁹ »
(Nous soulignons)

111. Dans la foulée de cet arrêt, une Cour suprême unanime vint également rappeler que la primauté du droit est l'un des principes structurels de notre Constitution :

« 70 Les principes du constitutionnalisme et de la primauté du droit sont à la base de notre système de gouvernement. Comme l'indique l'arrêt Roncarelli c. Duplessis, [1959] R.C.S. 121, à la p. 142, la primauté du droit (le principe de la légalité) est [traduction] 'un des postulats fondamentaux de notre structure constitutionnelle'. Nous avons noté, dans le Renvoi relatif au rapatriement, précité, aux pp. 805 et 806, que '[l]a règle de droit est une expression haute en couleur qui, sans qu'il soit nécessaire d'en examiner ici les nombreuses implications, communique par exemple un sens de l'ordre, de la sujétion aux règles juridiques connues et de la responsabilité de l'exécutif devant l'autorité légale'. À son niveau le plus élémentaire, le principe de la primauté du droit assure aux citoyens et résidents une société stable, prévisible et ordonnée où mener leurs activités. Elle fournit aux personnes un rempart contre l'arbitraire de l'État.²⁰ »

112. En outre, à titre de corollaire de la primauté du droit, le critère de l'imprécision a été énoncé et réitéré comme suit :

« 90 Une disposition est considérée d'une imprécision inacceptable s'il n'existe aucun fondement suffisant pour un débat judiciaire ou s'il est impossible de délimiter une sphère de risque; voir R. c. Nova Scotia Pharmaceutical Society, [1992] 2 R.C.S. 606, p. 639-640. L'interprétation des termes litigieux en l'espèce doit être contextuelle. Il va de soi qu'un régime réglementaire ne peut évidemment pas décrire par le menu détail toutes les éventualités et qu'il doit conférer un certain pouvoir discrétionnaire -- une marge d'appréciation. L'essentiel, c'est que les principes directeurs soient suffisamment clairs pour éviter l'arbitraire.²¹ »
(Nous soulignons)

113. C'est ici l'imprécision elle-même qui est source d'inconstitutionnalité. Il ne s'agit aucunement de prétendre que l'État n'a pas le droit d'obtenir ces renseignements, mais c'est plutôt le vacuum normatif de l'article 17.0.1 qui ouvre la porte à une kyrielle

¹⁹ Id., p. 626-627.

²⁰ Renvoi relatif à la sécession du Québec, [1998] 2 R.C.S. 217, par. 70.

²¹ Harper c. Canada (Procureur général), [2004] 1 R.C.S. 827, par. 90.

d'iniquités, violant ainsi la justice fondamentale. C'est d'ailleurs en ces termes que l'explique la Cour suprême :

« Ce qui fait plus problème, ce ne sont pas tant des termes généraux conférant un large pouvoir discrétionnaire, que des termes qui ne donnent pas, quant au mode d'exercice de ce pouvoir, d'indications permettant de le contrôler. Encore une fois, une loi d'une imprécision inacceptable ne fournit pas un fondement suffisant pour un débat judiciaire; elle ne donne pas suffisamment d'indication quant à la manière dont les décisions doivent être prises, tels les facteurs dont il faut tenir compte ou les éléments déterminants. En donnant un pouvoir discrétionnaire qui laisse toute latitude, elle prive le pouvoir judiciaire de moyens de contrôler l'exercice du pouvoir discrétionnaire. La nécessité d'énoncer des lignes directrices concernant l'exercice du pouvoir discrétionnaire a été au centre des motifs de la CEDH dans l'affaire Malone, précitée, aux pp. 32 et 33, et dans l'affaire Leander, arrêt du 26 mars 1987, série A no 116, à la p. 23.

Pour terminer, je tiens à souligner en outre que la norme que j'ai exposée s'applique à tous les textes de loi, de droit civil, de droit pénal, de droit administratif ou autre. » (Nous soulignons)

114. Or, en l'espèce, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 constitue le parfait exemple d'une disposition qui confère un pouvoir véritablement arbitraire puisque ces principes directeurs ne sont pas insuffisants, mais carrément inexistant;
115. Pourtant, en Commission parlementaire, l'Ordre Demandeur, alors représenté par sa présidente et chef de la direction, Madame Geneviève Mottard, CPA, CA, et Me Christiane Brizard, Secrétaire et conseillère stratégique de l'Ordre Demandeur, ont fourni aux députés présents un ensemble d'exemples pouvant servir de guide ou de principes directeurs, tels la gravité objective de la situation, l'impact important sur les états financiers, le respect des processus internes (de correction) dans l'entreprise. Bref, un ensemble de facteurs qui « balisent » la décision à prendre par le CPA, plutôt que de laisser place à l'incertitude, à l'arbitraire chez le CPA (voir P-1);
116. En somme, ce que recommandaient et conseillaient les représentantes de l'Ordre c'était la mise en place de mesures simples, reconnues et adoptées internationalement qui visaient principalement deux objectifs :
 - a) Subordonner la dénonciation à l'identification d'un degré de gravité en regard du préjudice financier;
 - b) Favoriser d'abord la dénonciation à l'interne pour amener l'entreprise à procéder elle-même aux corrections permettant de remédier à la situation;
117. Malheureusement, non seulement l'article 17.0.1 n'a repris aucune de ces recommandations, ce qui était loisible au législateur, mais ce dernier n'a énoncé aucun critère, aucune balise ni même aucun principe. Dès lors, la disposition laisse la place à l'arbitraire le plus complet et est entachée du vice d'imprécision sur le plan constitutionnel;

118. Dans le présent cas, l'imprécision résultant de l'absence totale de critères relativement à l'article 17.0.1 est telle que « *les méthodes ordinaires ne permettent pas de lui donner une interprétation le moins exacte* »;
119. En outre, dans l'arrêt *Osborne c. Canada (Conseil du Trésor)*, [1991] 2 R.C.S. 69, l'imprécision et la portée excessive de l'art. 33 de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique, L.R.C. (1985), ch. P-33, devaient être examinées dans le cadre de l'analyse fondée sur l'article premier. Au nom de la majorité, le juge Sopinka a fait siens les propos du juge McLachlin dans l'arrêt Taylor et ajouté ce qui suit, aux pp. 94 et 95 :

« Or, il existe au moins deux façons dont l'imprécision peut prendre une importance constitutionnelle dans une analyse fondée sur l'article premier. Tout d'abord, une loi peut présenter une telle indétermination qu'il est impossible de l'interpréter comme limitant de quelque manière le pouvoir du gouvernement. Cette indétermination peut procéder soit du caractère général du pouvoir discrétionnaire accordé au détenteur de ce pouvoir, soit de l'emploi d'un langage si obscur que les méthodes ordinaires ne permettent pas de lui donner une interprétation le moins exacte. Dans de telles circonstances, il n'existe pas de restriction prescrite par une règle de droit et point n'est alors besoin de procéder à l'analyse fondée sur l'article premier, car la condition préliminaire de son application n'est pas remplie. La seconde façon dont l'imprécision peut jouer un rôle constitutionnel est dans l'analyse de l'article premier. Une loi qui satisfait au critère préliminaire peut néanmoins, pour cause d'imprécision, ne pas constituer une restriction raisonnable. Il se peut en effet que la généralité d'une disposition ainsi que l'imprécision de ses termes fassent que l'atteinte portée à un droit garanti par la Charte ne soit pas maintenue dans des limites raisonnables. À cet égard, l'imprécision est un élément de la portée excessive. » (Nous soulignons)

120. Dès lors, comme le dit la Cour suprême, « il n'existe pas de restriction prescrite par une règle de droit et point n'est alors besoin de procéder à l'analyse fondée sur l'article premier » (ou sur l'article 9.1 de la Charte québécoise);
121. Par conséquent et respectueusement, il est manifeste que l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 est inconstitutionnel et ne peut être justifié au sens de l'article 9.1 de la Charte québécoise;

L'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 a pour effet de transformer le CPA en « enquêteur » pour l'AMF

122. Il existe déjà des lois et règlements, accordant à l'AMF le pouvoir d'exiger des institutions financières et du CPA des renseignements et rapports dans un cadre législativement bien balisé;

123. De plus, les articles 15.1 et suivants, applicables dans le cadre strict de l'exercice de ses pouvoirs d'enquête, permettent à l'AMF d'exiger d'avoir accès au dossier de l'auditeur, lequel ne peut invoquer le secret professionnel pour refuser de communiquer des renseignements obtenus dans le cadre d'un audit. Ces dispositions, circonscrites et balisées, prévoient par ailleurs la protection qui doit être apportée aux renseignements ainsi obtenus et qui demeurent protégés par le secret professionnel à tous autres égards;
124. En permettant au CPA de dénoncer son client à l'AMF malgré le secret professionnel, sans balise ni encadrement juridique, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 transforme le CPA « en agent de cueillette de renseignements » pour le compte de l'AMF;
125. Dès lors, le CPA se trouve à être en porte-à-faux à l'égard du secret professionnel CPA/client, des Normes canadiennes d'audit et du *Code de déontologie des comptables professionnels agréés*;
126. Le CPA est pourtant le dépositaire d'informations confidentielles et de responsabilités financières qui font de lui l'un des professionnels dont l'intégrité et la loyauté sont nécessaires à la fiabilité de l'information au sein du système économique;
127. Par ailleurs, le système mis en place par l'article 17.0.1, malgré la discrétion quasi-absolue que cette disposition confère au dénonciateur, incite fortement les personnes à dénoncer au moindre doute;
128. En effet, la personne qui dénonce bénéficie d'une immunité automatique (art. 17.0.4), alors que celle qui ne dénonce pas est susceptible de faire l'objet d'une poursuite en responsabilité civile pour avoir fait défaut de dénoncer un manquement;
129. En somme, la dynamique créée par l'article 17.0.1 constitue, tout à la fois, une violation illégale, inconstitutionnelle et injustifiée des droits fondamentaux (vie privée et secret professionnel) et l'institutionnalisation d'un mécanisme de délation reposant sur la crainte de se voir poursuivre en responsabilité civile;

L'absence de justification sous l'article 9.1 de la Charte québécoise

130. Dernière étape, un examen de l'article 9.1 de la Charte québécoise mène à la conclusion que l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 ne saurait justifier aucune violation aux termes des critères de l'arrêt *Oakes*²²;
131. Rappelons que les critères pour qu'une telle disposition législative attentatoire à la Charte québécoise soit considérée comme étant justifiée sont les suivants :
 - a) Son objectif doit se rapporter à des préoccupations urgentes et réelles dans une société libre et démocratique; et

²² *R. c. Oakes*, [1986] 1 R.C.S. 103.

- b) Les moyens choisis pour atteindre cet objectif doivent satisfaire à un critère de proportionnalité composé de trois (3) sous-critères qui sont les suivants :
- I) ils doivent avoir un lien rationnel avec l'objectif poursuivi;
 - II) ils doivent être de nature à porter le moins possible atteinte au droit ou à la liberté en question; et
 - III) leurs effets préjudiciables doivent être proportionnels à leurs effets bénéfiques et à l'importance de l'objectif poursuivi.
132. En l'espèce, l'objectif de favoriser l'encadrement du secteur financier apparaît important, urgent et réel. Toutefois, la réalité d'application vraisemblable de cet article 17.0.1 rend cet objectif à toutes fins pratiques illusoire et hors d'atteinte;
133. Prenons exemple sur les audits faits par les CPA sur les institutions financières visées par l'article 7 de la LAMF;
134. L'article 17.0.1, tel que rédigé, aura vraisemblablement l'effet pervers de porter atteinte au lien de confiance nécessaire entre le client et son CPA ainsi qu'à l'égard de l'exhaustivité des informations communiquées au CPA et, ultimement, aux états financiers des institutions financières encadrées par l'AMF, portant ainsi atteinte à la stabilité des marchés et à la protection du public;
135. À titre d'exemple, un CPA auditeur doit émettre une opinion professionnelle basée sur une assurance raisonnable que les états financiers (par exemple, d'un émetteur assujetti) sont exempts d'anomalies significatives;
136. Pour être en mesure d'émettre cette opinion professionnelle, l'auditeur doit obtenir de son client des éléments probants et appropriés;
137. La qualité de l'audit repose donc sur l'assurance que toutes les informations dont la direction de l'entité a connaissance et qui sont pertinentes pour la préparation et l'audit des états financiers ont été communiquées à l'auditeur dans leur exhaustivité selon les Normes canadiennes d'audit, l'auditeur doit les obtenir et les examiner pour déterminer si les risques et les incertitudes qui y sont présentés ont été correctement pris en compte et reflétés dans les états financiers. L'auditeur doit obtenir suffisamment d'éléments probants adéquats pour se forger véritablement et raisonnablement une opinion professionnelle valable, et déterminer comment il a évalué les questions sensibles et possiblement importantes relatives à la situation financière d'une entreprise;
138. La crainte que le CPA puisse dénoncer un manquement à l'AMF sans suivre le processus d'escalade prévu aux normes d'audit risque d'amener la direction à filtrer l'information fournie à l'auditeur et augmente le risque que toute l'information ne soit pas communiquée et qu'ainsi les états financiers contiennent une anomalie qui n'aurait pas été détectée par l'auditeur, au détriment de la protection du public;

139. En résumé, seuls une complète transparence et un lien de confiance inébranlable dans la relation entre un client et son CPA peut permettre de rencontrer ces critères;
140. Au vu de l'article 17.0.1, il est vraisemblable que des clients prendront sur eux de faire le tri de ce qui est matériel (ou non), voire de cacher des informations aux CPA, minant ainsi la fiabilité des états financiers de leurs entreprises, sans que les CPA concernés ne puissent le savoir, le détecter et demander de corriger la situation pour le bénéfice de l'entreprise concerné, des actionnaires et du public;
141. D'autres exemples au même effet sont illustrés aux Déclarations sous serment au soutien de la présente Demande;
142. L'objectif des lois encadrant les institutions financières d'assurer la sécurité et la stabilité des marchés financiers ne pourra donc être atteint;
143. Le critère de proportionnalité n'est pas plus respecté puisque :
 - a) Il y a absence de lien rationnel entre les mesures adoptées par l'article 17.0.1 (qui permet la levée du secret professionnel sans encadrement) et l'objectif visant à protéger les personnes qui dénoncent un manquement à l'AMF puisque l'objet essentiel de ces mesures est la dénonciation des infractions graves qui sont susceptibles d'entraîner un préjudice important²³. Or, l'absence de critères et le fait de laisser la personne décider de dénoncer selon son souhait et en fonction de ses propres critères personnels mettent en évidence l'absence de lien rationnel entre l'objectif visé et l'article 17.0.1;
 - b) D'autre part, le critère de l'atteinte minimale aux droits n'est aucunement respecté. En fait, en raison de l'absence de critères (absence de balises et d'encadrement) et en s'en remettant uniquement à des facteurs purement subjectifs, l'article 17.0.1 consacre plutôt l'atteinte maximale au droit. Selon la personnalité et la perception du dénonciateur, certains dénonceront pour des manquements non significatifs, voire minimes dans le contexte pertinent, alors que d'autres pourraient considérer que de graves manquements ne nécessitent pas une dénonciation;
 - c) Les effets préjudiciables de la mesure contestée sont disproportionnés par rapport aux effets bénéfiques puisque des dénonciations non encadrées et non balisées viennent anéantir le secret professionnel et miner le lien de confiance entre le client et le CPA, affectant ainsi le rôle essentiel joué par le CPA pour assister les institutions financières à maintenir une bonne gouvernance, à savoir des mesures de contrôle interne appropriées et à produire des états financiers exempts d'anomalies significatives. C'est la stabilité des marchés et la protection du public qui s'en trouverait affectés;

²³ Journal des débats en Commission parlementaire, Le mercredi 17 janvier 2018 - Vol. 44 N° 194, 41^e législature, 1^e session.

- d) Si les états financiers émis par les entités encadrées par l'AMF ne sont plus fiables, c'est l'ensemble des parties prenantes qui perdra confiance envers les émetteurs assujettis et les institutions encadrées par l'AMF. Les épargnants à même les fonds de retraite et les fonds de placement investis auprès d'émetteurs assujettis en subiront un préjudice, et même le public en général puisque les marchés financiers s'en trouveront affectés;
- e) Au surplus, une fois la dénonciation faite et l'information en principe confidentielle transmise à l'AMF par le dénonciateur, la loi ne prévoit aucune balise limitant l'atteinte au secret professionnel. Même si l'AMF conserve l'anonymat du dénonciateur, la loi ne prévoit aucun encadrement ni aucune restriction relatifs à la circulation et à la communication à l'interne à l'AMF ou à d'autres personnes ou organisations des renseignements reçus du dénonciateur à l'encontre du secret professionnel;

144. À cet égard, la Cour suprême exposait en ces termes le critère à respecter en matière d'atteinte minimale :

« 55 [...] La restriction doit être 'minimale', c'est-à-dire que la loi doit être soigneusement adaptée de façon à ce que l'atteinte aux droits ne dépasse pas ce qui est nécessaire.²⁴ »

145. À ce sujet, rappelons les propos du ministre Leitao qui exposait l'objectif de l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 en ces termes (P-1) :

« M. Leitão : Très bien. Merci, Mme la Présidente. Alors, M. Côté, M. Deschênes, bonjour. Merci d'être là, de nous avoir fait part de votre problématique en ce qui concerne la levée du secret professionnel, comme on avait discuté avec l'ordre des comptables juste avant. Évidemment, notre objectif n'est pas de promouvoir la dénonciation de toutes sortes d'événements mineurs, nous, on veut vraiment favoriser un processus où le professionnel, dans son propre intérêt, pourrait dénoncer rapidement des situations graves, des infractions graves entraînant un préjudice important pour les investisseurs. S'il faut mieux préciser ça, on va le faire, on travaillera avec vous pour mieux préciser ça. Bien sûr nous, on ne veut pas... je comprends très bien la problématique, si on s'éloigne beaucoup trop de ce qui se fait, ailleurs au Canada et aux États-Unis... ce ne serait pas tout à fait souhaitable que cela arrive. »
(Nous soulignons)

146. Il aurait été aisé pour le législateur de trouver un point d'équilibre, une mesure rationnelle, proportionnelle et limitée, entre l'objectif qu'il désire atteindre et le secret professionnel;

²⁴ Société Radio-Canada c. Nouveau-Brunswick (Procureur général), [1996] 3 R.C.S. 480, par. 55, citant madame la juge dans l'arrêt *RJR-MacDonald Inc. c. Canada (Procureur général)*, [1995] 3 R.C.S. 199.

147. À titre d'exemple, le mémoire de l'Ordre Demandeur, en date du 17 janvier 2018, présenté à la Commission des finances publiques, comporte les suggestions suivantes :

« Les lois en vigueur aux États-Unis et en Ontario ont su trouver l'équilibre entre, d'une part, l'importance de faciliter le rôle de surveillance et d'enquête des organismes d'encadrement réglementaire et, d'autre part, la nécessité de préserver la relation de confiance entre le CPA et son client afin d'assurer la transparence nécessaire à la qualité de l'acte professionnel.

Même dans les territoires où le devoir de confidentialité du CPA n'est pas protégé par le secret professionnel comme c'est le cas au Québec, on reconnaît que le CPA ne peut agir comme lanceur d'alerte auprès de tiers, sauf dans des cas bien circonscrits et dans des conditions particulières.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la Securities and Exchange Commission aux États-Unis, qui ont toutes deux mis sur pied un programme favorisant la dénonciation, ont prévu certaines exceptions encadrant la dénonciation de renseignements obtenus dans le contexte d'un audit interne, d'une mission de certification ou d'une enquête portant sur de possibles infractions. En Ontario comme aux États-Unis, les règles sont sensiblement les mêmes et dans de tels contextes, seuls les actes susceptibles de causer un préjudice grave peuvent être dénoncés. En outre, aux États-Unis, l'auditeur externe doit, sauf exception, utiliser d'abord les circuits de dénonciation internes. De plus, la norme d'audit à laquelle il est assujéti à préséance sur les dispositions en matière de dénonciation du Securities and Exchange Act.

Sur le plan international, l'International Federation of Accountants (IFAC), qui regroupe les organisations comptables de 130 pays et territoires, a pris position quant à la possibilité, pour un comptable professionnel, de dénoncer à une autorité externe, malgré le devoir de confidentialité auquel il est tenu, certaines infractions à des lois ou à des règlements commises par son client. L'International Ethics Standard Board of Accountants (IESBA), mis sur pied par l'IFAC pour établir des normes de conduite internationales, a adopté en juillet 2017 un nouveau chapitre du Code de conduite intitulé Non Compliance with Laws and Regulations (NOCLAR) visant à guider les comptables professionnels lorsqu'ils détectent une infraction à une loi ou à un règlement commise par leur client ou leur employeur.

Ce Code de conduite ne vise que les infractions à des lois ou règlements qui ont un effet direct sur des montants substantiels ou sur des éléments devant être rapportés dans les états financiers ou

qui, sans avoir un effet direct sur les états financiers, sont susceptibles d'affecter la continuité des opérations de l'entité. Il prévoit le cheminement critique à suivre par le comptable professionnel qui détecte une telle infraction réelle ou présumée de son client ou de son employeur. Ainsi, il ne permet la dénonciation directe à une autorité externe que pour prévenir un risque de préjudice substantiel à l'entité, aux investisseurs, aux créanciers, aux employés ou au public en général. Dans les autres cas, il impose d'abord une dénonciation à l'interne et ne permet la dénonciation à une autorité externe qu'après avoir pris en considération, notamment, l'importance de la violation et de ses conséquences sur les marchés ou sur la santé ou la sécurité publique. »

le tout tel qu'il appert du Mémoire de l'Ordre Demandeur, en date du 17 janvier 2018, produit au soutien des présentes sous la cote **P-2**;

148. Aux fins de sa Demande, l'Ordre Demandeur produit les documents suivants :

P-3 : Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, Policy 15-601 - Whistleblowing Program

P-4 : Securities and Exchange Act Regulations, sec. 240.21F-4(b)(4)(iii) et (v), Federal Register, vol. 76, no. 113, June 13, 2011, p. 34363 et ss et Sec. 21F(c)(2)(c), qui réfère à sec. 10A) du Securities Exchange Act of 1934 (15 U.S.C. 78j-1);

P-5 : International Ethics Standards Board for Accountants®, *Responding to Non-Compliance with Laws and Regulations*, July 2016.

149. Manifestement, l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 omet toutes et chacune de ces mesures;

150. À la lumière de ce qui précède, il est indubitable que le droit quasi-constitutionnel au secret professionnel a été violé et qu'il n'est aucunement justifié;

E) LE SURSIS

151. L'Ordre Demandeur soumet respectueusement que les critères d'apparence de droit ou d'une question sérieuse en matière constitutionnelle, de préjudice irréparable et de balance des inconvénients sont rencontrés et penchent en leur faveur et qu'il y a lieu pour cette honorable Cour d'intervenir et d'ordonner le sursis :

« 17 La demande de sursis et l'injonction interlocutoire sont des redressements de même nature. Trois éléments doivent être examinés pour les décider : l'existence d'une question sérieuse, la

démonstration d'un préjudice irréparable et la prise en compte de la prépondérance des inconvénients.²⁵ »

Apparence de droit ou la question sérieuse

152. Les allégations énoncées ci-dessus sont claires : il s'en dégage à tout le moins qu'il y a manifestement des questions très sérieuses à être débattues devant cette honorable Cour;
153. À la lecture des arguments précédents, il est manifeste qu'il y a ici apparence sérieuse d'un droit ou à tout le moins d'une question sérieuse puisque les allégations soulèvent des questions relatives à des droits fondamentaux et de nature constitutionnelle :

« 21 [...] le juge décide que la cause des requérants ne semble pas futile ou vexatoire et que les requérants satisfont au test de la question sérieuse. Il n'y a pas de surprise ici puisque les requérants invoquent le droit au respect du secret professionnel garanti à l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne.²⁶ »

154. Ce principe s'applique ici *mutatis mutandis*;

Préjudice irréparable

155. L'Ordre Demandeur soulève des questions relatives à l'application d'un droit fondamental et quasi-constitutionnel, qui impose à tous les CPA, une obligation au secret professionnel;
156. Or, comme le soulignait à juste titre monsieur le juge Forget, alors que celui-ci était à la Cour supérieure dans l'affaire *Aluminerie Alouette* :

« la confidentialité ne vit qu'une fois. Si la confiance est révélée sans droit, le dommage ne peut être réparé²⁷ »

157. Des principes au même effet sont énoncés par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Lavallée c. Canada (Procureur général)*, 2002 CSC 61, aux paragraphes 43 à 45 :

« 43 Une autre lacune fatale du régime législatif actuel est, d'après moi, l'absence de pouvoir discrétionnaire du juge qui statue sur la validité de l'objection fondée sur le privilège. Je ne m'inquiète pas indûment des délais apparemment stricts prescrits par le Code pour l'examen de cette question car j'estime que, bien interprétées, ces dispositions permettent au tribunal de relever une partie de son défaut de se conformer au délai légal, par exemple

²⁵ *Chikh c. Régie de l'assurance maladie du Québec*, 2014 QCCA 1954, par. 17.

²⁶ *Id.*, par. 21.

²⁷ *Aluminerie Alouette Inc. c. Commission d'accès à l'information du Québec*, [1991] R.J.Q. 417, par. 59 (version Quicklaw).

suivant un consentement, dans l'intérêt de la justice. Je ne vois cependant pas comment on peut déceler un pouvoir discrétionnaire résiduel du juge au par. 488.1(6), qui confère au ministère public un droit d'accès aux documents saisis si on n'a fait aucune demande, ou si on n'a pas donné suite à celle-ci, avec la célérité requise par les par. (2) et (3). Le libellé de cette disposition est clair : le « juge [...] doit » ordonner la remise des documents à la poursuite. À moins que le mot « doit » soit remplacé par le mot « peut » par voie de réparation constitutionnelle, point sur lequel je reviendrai plus loin, je ne vois pas comment, aux fins d'une saine interprétation des lois, on peut interpréter cette disposition comme comportant un certain pouvoir discrétionnaire judiciaire. Encore une fois, selon la norme constitutionnelle du caractère raisonnable que renferme l'art. 8 de la Charte, on ne peut pas dire que cette communication obligatoire de renseignements potentiellement privilégiés porte atteinte le moins possible au privilège dans un cas où la cour a été mise au courant de la possibilité de l'existence de celui-ci par la mise sous scellés des documents au moment de la perquisition. Cette communication obligatoire revient à faire prédominer de façon injustifiable la forme sur le fond et crée la possibilité réelle que l'État obtienne des renseignements qu'un tribunal peut fort bien reconnaître comme étant privilégiés. À mon avis, la norme du caractère raisonnable dicte que les tribunaux conservent le pouvoir discrétionnaire de décider si les documents saisis dans le bureau d'un avocat doivent demeurer inaccessibles à l'État en raison de leur caractère privilégié lorsque, dans les circonstances, il est dans l'intérêt de la justice qu'ils le demeurent.

44. J'estime également que l'al. 488.1(4)b) porte atteinte de façon injustifiable au privilège, car il permet au procureur général d'examiner les documents saisis lorsque le juge des demandes est d'avis que cela l'aiderait à rendre sa décision sur leur caractère privilégié. La Commission de réforme du droit du Canada a désapprouvé cet élément particulier de l'art. 488.1. À cet égard, elle affirme : « en permettant au ministère public d'avoir accès [aux] communications [confidentielles], on risquerait de diminuer la confiance du public dans l'administration de la justice. De plus, certains redoutent les abus possibles » (p. 68). Voir Commission de réforme du droit du Canada, Rapport 24, Les fouilles, les perquisitions et les saisies (1984), Recommandation sept, p. 66. Je suis d'accord. Comme le juge Goudge l'a affirmé au par. 40 de ses motifs dans Fink, précité, [TRADUCTION] « Une telle disposition a pour effet d'éliminer complètement la protection conférée par le privilège même qui pourrait par la suite s'appliquer au document ». Il convient de noter, toutefois, que même si l'aspect substantiel du privilège est irrémédiablement perdu par

application de l'al. 488.1(4)b), la règle de preuve demeure inchangée et continue à protéger les documents privilégiés en empêchant qu'ils soient présentés en preuve. Voir Borden & Elliot, précité, p. 343. Mais, à mon avis, et comme l'a reconnu le juge Southey dans cette affaire, [TRADUCTION] « [c]e serait vraiment une mince consolation » pour le détenteur du privilège que de savoir que la loi empêche la présentation en preuve de ses documents confidentiels alors que leur contenu a déjà été dévoilé à l'autorité poursuivante. Enfin, à mon avis, le danger que des renseignements privilégiés soient communiqués à l'État au cours d'une enquête criminelle l'emporte largement sur tout avantage pour l'administration de la justice qui pourrait découler du fait que le ministère public serait en meilleure position pour aider la cour à statuer sur l'existence du privilège. En outre, je ne peux pas comprendre la logique de l'argument selon lequel on peut être sûr que le ministère public n'utilisera pas les renseignements obtenus en vertu de cette disposition s'il est démontré par la suite que ceux-ci sont effectivement privilégiés. Si, comme cela aurait été le cas en vertu de cette disposition, l'examen des documents par le ministère public avait été entièrement légal, il est difficile de comprendre pourquoi ce dernier aurait dû ensuite se garder d'utiliser ces connaissances légalement acquises. En fin de compte, cette disposition porte indûment atteinte au privilège et a une utilité limitée pour la détermination de son existence.

45. En résumé, j'estime que l'art. 488.1 ne garantit pas aux clients une occasion raisonnable d'exercer leur prérogative constitutionnelle de faire valoir leur privilège ou d'y renoncer. Loin de protéger la confidentialité des communications entre client et avocat, l'art. 488.1 entraîne la disparition du privilège en raison des failles de la procédure prescrite. La perte automatique possible de la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives par l'application normale de la loi ne peut pas être raisonnable. On ne peut pas non plus conférer à la disposition un caractère raisonnable du point de vue constitutionnel en se fondant sur la présomption que la poursuite se comportera de façon honorable et, par exemple, qu'elle demandera la révision visée par le par. 488.1(3) si le client et l'avocat ne l'ont pas fait ou qu'elle s'abstiendra d'exercer le droit d'examiner les documents scellés même si le juge chargé de la révision l'y autorise conformément à l'al. 488.1(4)b). Comme le juge Cory l'a fait remarquer dans R. c. Bain, [1992] 1 R.C.S. 91, p. 103-104 : « Malheureusement, il semblerait que, chaque fois que le ministère public se voit accorder par la loi un pouvoir qui peut être utilisé de façon abusive, il le sera en effet à l'occasion. La protection des droits fondamentaux ne devrait pas être fondée sur la confiance à l'égard du comportement exemplaire permanent du ministère

public, chose qu'il n'est pas possible de surveiller ni de maîtriser. » J'irais même jusqu'à ajouter que la constitutionnalité d'une disposition législative ne peut pas reposer sur l'attente que le ministère public s'abstienne de faire ce qu'il lui est permis de faire. » (Nous soulignons)

158. Rappelons aussi le paragraphe 59 du jugement de la Cour supérieure dans *National Council of Canadian Muslims (NCCM) c. A.G. Québec*, 2017 QCCS 5459 :

« [59] To paraphrase the words of the Supreme Court, public interest includes both the concerns of society at large and the particular interests of identifiable groups. Moreover, public interest does not always gravitate in favour of enforcement of existing legislation. If this was to be the case, the values of our free and democratic society would be compromised. »

159. Cet énoncé est d'autant plus applicable en l'espèce que l'Ordre Demandeur n'est pas une organisation représentant un « groupe d'intérêts », mais bel et bien un ordre professionnel dont la mission principale est la protection du public;

160. Enfin, soulignons ce principe bien reconnu en matière de demande de remède interlocutoire repris par madame la juge Bélanger (alors à la Cour supérieure) dans *Orthofab inc. c. RAMQ*, 2012 QCCS 1876 :

« [76] C'est dans cet esprit que la Cour d'appel affirmait récemment[25] que lorsque nous sommes en présence d'une violation claire d'une loi d'intérêt public, il existe une présomption quasi irréfragable de l'existence d'un préjudice sérieux et irréparable.

[77] La Cour d'appel affirme alors que la violation d'une disposition d'intérêt public permet de faire valoir des conclusions de la nature d'une injonction.

[78] En cela, la Cour d'appel reprenait ce qu'elle avait déjà décidé en 1993[26] que lorsqu'une loi d'ordre public est transgressée, cela conduit directement à l'octroi d'une injonction interlocutoire. »

161. Du fait même de son entrée en vigueur, parce qu'il laisse planer la menace d'une dénonciation par le CPA sans balises ni encadrement, l'article 17.0.1 entraîne un préjudice irréparable à la relation de confiance entre le CPA et sa clientèle composée d'émetteurs assujettis et d'institutions financières encadrées par l'AMF;

162. En portant atteinte à cette relation de confiance, l'article 17.0.1 met du sable dans l'engrenage dans le fragile équilibre des marchés financiers, puisque la qualité des informations financières contenues dans les états financiers des émetteurs assujettis, avec

la contribution et les conseils de leur CPA et audités par l'auditeur externe, contribue à la stabilité des marchés financiers;

163. Si les états financiers émis par les entités encadrées par l'AMF ne sont plus fiables, c'est l'ensemble des parties prenantes qui perdra confiance envers les émetteurs assujettis et les institutions encadrées par l'AMF. Les épargnants à même les fonds de retraite et les fonds de placement investis auprès d'émetteurs assujettis en subiront un préjudice, et même le public en général puisque les marchés financiers s'en trouveront affectés;
164. Ainsi, parce qu'il vise des institutions financières auprès desquels les CPA jouent un rôle clé et qu'il est susceptible d'avoir un impact sur l'économie dans son ensemble, l'article 17.0.1, dans la mesure où il permet la levée du secret professionnel du CPA sans aucune balise ni encadrement juridique, entraîne un préjudice irréparable sans aucune commune mesure avec les autres législations permettant la levée du secret professionnel pour dénoncer des actes répréhensibles dans le secteur public ou autres domaines circonscrits;

Balance des inconvénients et intérêt public

165. Le présent recours est le seul qui s'offre au Demandeur afin d'empêcher que les atteintes à des droits fondamentaux ne se perpétuent : à défaut pour cette honorable Cour d'agir immédiatement, les droits au maintien et à l'application du secret professionnel et à la vie privée risquent vraisemblablement d'être bafoués de façon répétée et irrémédiable, sans même que l'Ordre Demandeur n'en soit avisé;
166. L'Ordre Demandeur requiert respectueusement que cette honorable Cour émette un sursis d'application de l'article 17.0.1 introduit par le Projet de loi 141 limité aux CPA (c'est-à-dire aux membres de l'Ordre) dans le cadre de leur relation CPA/client;
167. Devant la sourde oreille du législateur, l'Ordre Demandeur n'a eu d'autres choix que d'entreprendre les démarches suivantes afin de tenter de limiter les effets pervers d'une levée du secret professionnel sans balises :
 - a) en demandant, en date du 21 juin 2018, à l'Office des professions, son orientation sur la question du droit d'un ordre professionnel en vertu de l'article 87 du Code des professions d'adopter, dans son Code de déontologie, des mesures d'encadrement de la levée du secret professionnel en cas de dénonciation, et;
 - b) en publiant sur son site web des Lignes directrices temporaires visant à encadrer le comportement de ses membres relativement à une telle dénonciation;
168. À ce sujet, l'Ordre Demandeur produit les documents suivants :
 - P-6** : Lettre de l'Ordre Demandeur à l'Office des professions du Québec, en date du 21 juin 2018;
 - P-7** : Projet d'amendement du *Code de déontologie des CPA* (auquel la lettre P-5 fait référence);

P-8 : Lignes directrices temporaires émises par l'Ordre concernant la dénonciation prévue à la Loi sur l'AMF, en date du 26 juin 2018;

169. En date du 22 juin 2018, l'Ordre Demandeur a approché l'AMF pour lui proposer de discuter des mesures à implanter sans délai pour assurer le maintien et la protection du secret professionnel, le tout tel qu'il appert de la lettre de l'Ordre à l'AMF, en date du 22 juin 2018 produite au soutien des présentes sous la cote **P-9**. Malgré les demandes de l'Ordre, l'AMF n'a pas mis en place de telles mesures;
170. Ces mesures complétées, l'Ordre n'a eu d'autres choix que de s'atteler à préparer la présente Demande en justice;
171. Ces mesures demeurent incomplètes et seul un sursis prononcé par cette honorable Cour pourra assurer le maintien du secret professionnel CPA/client et son application uniforme pendant l'instance;
172. En somme, à la lumière du préjudice irréparable et de la nature fondamentale des droits en jeu, la balance des inconvénients et l'intérêt public penchent fortement en faveur d'une ordonnance de sursis;
173. La présente requête est bien fondée en faits et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À CETTE HONORABLE COUR :

A) SUR LA DEMANDE DE SURSIS :

- **AUTORISER** la présentation de la présente Demande malgré les délais du *C.p.c.*;
- **ACCUEILLIR** la Demande de sursis;
- **ORDONNER** la suspension de l'application de l'article 17.0.1 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* à l'égard des membres de l'Ordre Demandeur, et ce, pour valoir jusqu'à jugement final en l'instance, malgré appel;
- **DISPENSER** l'Ordre Demandeur de l'obligation de fournir un cautionnement;
- **AUTORISER** la publication et la signification de toute ordonnance de sursis par courriel ou par médias écrits, incluant les médias sociaux;

B) AU MÉRITE

- **ACCUEILLIR** la Demande de pourvoi en jugement déclaratoire en déclaration d'inconstitutionnalité;
- **DÉCLARER** que l'article 17.0.1 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* est nul, inconstitutionnel, sans effet et inopérant à l'égard des membres de l'Ordre Demandeur;

- **RENDRE** toute ordonnance qui peut être utile afin de sauvegarder les droits du Demandeur;

LE TOUT avec frais de justice contre la Défenderesse et la Mise en cause, le cas échéant.

Montréal, ce 17 juillet 2018

Fasken Martineau DuMoulin
Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. *sil*

Avocats du Demandeur

800, rue du Square-Victoria, bureau 3700

C. P. 242

Montréal (Québec) H4Z 1E9

Télécopieur : +1 514 397 7600

Me Karl Delwaide

Téléphone : +1 514 397 7563

Courriel : kdelwaide@fasken.com

AVIS D'ASSIGNATION
(art. 145 et suivants C.p.c.)

Dépôt d'une demande en justice

Prenez avis que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal la présente demande introductive d'instance.

Réponse à cette demande

Vous devez répondre à cette demande par écrit, personnellement ou par avocat, au Palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6 dans les 15 jours de la signification de la présente demande ou, si vous n'avez ni domicile, ni résidence, ni établissement au Québec, dans les 30 jours de celle-ci. Cette réponse doit être notifiée à l'avocat du Demandeur ou, si ce dernier n'est pas représenté, au Demandeur lui-même.

Défaut de répondre

Si vous ne répondez pas dans le délai prévu, de 15 ou de 30 jours, selon le cas, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai et vous pourriez, selon les circonstances, être tenu au paiement des frais de justice.

Contenu de la réponse

Dans votre réponse, vous devez indiquer votre intention, soit :

- de convenir du règlement de l'affaire;
- de proposer une médiation pour résoudre le différend;
- de contester cette demande et, dans les cas requis par le Code, d'établir à cette fin, en coopération avec le demandeur, le protocole qui régira le déroulement de l'instance. Ce protocole devra être déposé au greffe de la Cour du district mentionné plus haut dans les 45 jours de la signification du présent avis ou, en matière familiale, ou, si vous n'avez ni domicile, ni résidence, ni établissement au Québec, dans les 3 mois de cette signification;
- de proposer la tenue d'une conférence de règlement à l'amiable.

Cette réponse doit mentionner vos coordonnées et, si vous êtes représenté par un avocat, le nom de celui-ci et ses coordonnées.

Changement de district judiciaire

Vous pouvez demander au tribunal le renvoi de cette demande introductive d'instance dans le district où est situé votre domicile ou, à défaut, votre résidence ou, le domicile que vous avez élu ou convenu avec le demandeur.

Si la demande porte sur un contrat de travail, de consommation ou d'assurance ou sur l'exercice d'un droit hypothécaire sur l'immeuble vous servant de résidence principale et que vous êtes le consommateur, le salarié, l'assuré, le bénéficiaire du contrat d'assurance ou le débiteur hypothécaire, vous pouvez demander ce renvoi dans le district où est situé votre domicile ou votre résidence ou cet immeuble ou encore le lieu du sinistre. Vous présentez cette demande au greffier spécial du district territorialement compétent après l'avoir notifiée aux autres parties et au greffe du tribunal qui en était déjà saisi.

Transfert de la demande à la Division des petites créances

Si vous avez la capacité d'agir comme demandeur suivant les règles relatives au recouvrement des petites créances, vous pouvez également communiquer avec le greffier du tribunal pour que cette demande soit traitée selon ces règles. Si vous faites cette demande, les frais de justice du demandeur ne pourront alors excéder le montant des frais prévus pour le recouvrement des petites créances.

Convocation à une conférence de gestion

Dans les 20 jours suivant le dépôt du protocole mentionné plus haut, le tribunal pourra vous convoquer à une conférence de gestion en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance. À défaut, ce protocole sera présumé accepté.

Pièces au soutien de la demande

Au soutien de sa demande introductive d'instance, la partie demanderesse invoque les pièces suivantes :

- PIÈCE P-1 :** Extraits des débats parlementaires, 17 janvier 2018
- PIÈCE P-2 :** Mémoire de l'Ordre Demandeur, en date du 17 janvier 2018
- PIÈCE P-3 :** Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, Policy 15-601 - Whistleblowing Program
- PIÈCE P-4 :** Securities and Exchange Act Regulations, sec. 240.21F-4(b)(4)(iii) et (v), Federal Register, vol. 76, no. 113, June 13, 2011, p. 34363 et ss et Sec. 21F(c)(2)(c), qui réfère à sec. 10A) du Securities Exchange Act of 1934 (15 U.S.C. 78j-1)
- PIÈCE P-5 :** International Ethics Standards Board for Accountants®, *Responding to Non-Compliance with Laws and Regulations*, July 2016
- PIÈCE P-6 :** Lettre de l'Ordre Demandeur à l'Office des professions du Québec, en date du 21 juin 2018;
- PIÈCE P-7 :** Projet d'amendement du *Code de déontologie des CPA* (auquel la lettre P-5 fait référence);
- PIÈCE P-8 :** *Lignes directrices temporaires émises par l'Ordre concernant la dénonciation prévue à la Loi sur l'AMF*, en date du 26 juin 2018;

- PIÈCE P-9 :** Lettre de l'Ordre à l'AMF, en date du 22 juin 2018;
- PIÈCE P-10 :** *Curriculum vitae* d'Alain Dugal, IAS.A, FCPA, FCA
- PIÈCE P-11 :** *Curriculum vitae* de Gilles Henley, FCPA Auditeur, FCA
- PIÈCE P-12 :** *Curriculum vitae* de Luc Bédard, CPA Auditeur, CA
- PIÈCE P-13 :** *Curriculum vitae* de Michel Gallant, CPA, CA, CF, EEE
- PIÈCE P-14 :** *Curriculum vitae* de Jean Gagnon, CPA, CA, CIRP, SAI
- PIÈCE P-15 :** *Curriculum vitae* d'Alain Lajoie, FCPA, FCA, CA●EJC
- PIÈCE P-16 :** *Curriculum vitae* de Stéphan Drolet, FCPA, FCA, CA●EJC, EEE, CFE, CFF

Ces pièces sont communiquées avec la présente procédure.

Demande accompagnée d'un avis de présentation

S'il s'agit d'une demande présentée en cours d'instance ou d'une demande visée par les Livres III, V, à l'exception de celles portant sur les matières familiales mentionnées à l'article 409, ou VI du *Code*, la préparation d'un protocole de l'instance n'est pas requise; toutefois, une telle demande doit être accompagnée d'un avis indiquant la date et l'heure de sa présentation.

N° :
PROVINCE DE QUÉBEC
COUR SUPÉRIEURE
DISTRICT DE MONTRÉAL

**ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS
AGRÉÉS DU QUÉBEC**

Demandeur

c.
PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC, en sa
qualité de représentante de Sa Majesté du chef du
Québec

Défenderesse

et

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Mise en cause

10218/291539.00059 BF1339

DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCÉ EN
JUGEMENT DÉCLARATOIRE EN
INCONSTITUTIONNALITÉ ET DEMANDE DE
SURSIS (Articles 142, 529 et 530 C.p.c.), Avis
d'assignation, Déclarations sous serment, pièces
P-1 à P-16

ORIGINAL

Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
800, rue du Square-Victoria, bureau 3700
C. P. 242, Montréal (Québec) H4Z 1E9
Me Karl Delwaide Tél. +1 514 397 7563
kdelwaide@fasken.com Fax. +1 514 397 7600